Nouveau formulaire CERFA d'arrêt de travail : conséquences dans la FPT

Le décret n° 2025-58 du 28 juin 2025 a pour objet de rendre obligatoire l'utilisation par les professionnels de santé d'un **nouveau formulaire sécurisé pour les arrêts de travail prescrits sur support papier** lorsque le recours au format dématérialisé n'est pas possible (réécriture de l'[art. R 321-2 du code de la sécurité sociale](#)).

L'assuré doit faire parvenir à la caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) l'**original du formulaire sécurisé** remis par le médecin prescripteur.

Le décret est applicable aux arrêts de travail prescrits ou renouvelés **à compter du 1^{er} juillet 2025**.

[Décret n° 2025-587 du 28 juin 2025 publié au Journal officiel du 29 juin 2025](#)

Dans une information publiée le 1^{er} juillet, l'Assurance Maladie a annoncé une **période de tolérance jusqu'au 31 août 2025** : les anciens formulaires seront encore acceptés durant les mois de juillet et août mais **non les scans ou photocopies** qui, « dès le 1^{er} juillet, sont considérés comme des faux ».

« Mais, **à compter du 1^{er} septembre 2025**, tout formulaire d'avis d'arrêt de travail papier non sécurisé sera rejeté par l'Assurance Maladie et retourné au prescripteur pour qu'il réalise un avis d'arrêt de travail au bon format. Elle informera aussi le patient, qui devra renvoyer dans les plus brefs délais le nouveau formulaire fourni par son médecin ».

L'assurance Maladie précise enfin que **dans 8 cas sur 10, l'avis d'arrêt de travail est envoyé de façon dématérialisée** par les professionnels de santé à partir de leur ordinateur. La **consultation à domicile** est citée comme exemple de situation où le recours à un arrêt de travail électronique n'est pas possible.

[Site Ameli, « Arrêt de travail : le formulaire papier en version sécurisée devient obligatoire », 1^{er} juillet 2025](#)

Notre éclairage

Le recours au nouveau formulaire papier s'imposera aux **agents relevant du régime général de la sécurité sociale** dans les cas où la télétransmission n'est pas possible (consultations à domicile mais aussi bulletins d'hospitalisation, pannes informatiques) : si l'arrêt de travail n'est pas accepté par la CPAM, l'agent (ou la collectivité en cas de subrogation) ne pourra prétendre aux indemnités journalières de sécurité sociale (IJSS).

Pour rappel, le **statut des agents contractuels** prévoit la réduction du traitement maintenu par l'employeur dans les mêmes proportions que les IJSS lorsque la CPAM procède à une diminution pour non-respect des obligations déclaratives pesant sur l'agent ([art. 12 du décret n° 88-145 du 15 février 1988](#)). Cette **articulation entre protection sociale et protection statutaire** visait en 2007 l'agent contractuel pénalisé par la CPAM pour **défaut de transmission de l'arrêt de travail dans le délai de 48 heures** ([art. 5 du décret n° 2007-1829 du 24 décembre 2007](#)). Dans l'attente d'une éventuelle modification du statut des agents contractuels prenant en compte la nouvelle obligation issue du décret du 28 juin 2025, la question de l'**étendue des droits à rémunération** se pose en cas de défaut de recours au nouveau formulaire papier ou de non-respect des modalités de transmission à la CPAM (scans ou photocopies). Il en va de même en ce qui concerne les **fonctionnaires affiliés au régime général** (Ircantec).

Cette incertitude n'existe pas pour les **assistants maternels et familiaux** : en pareil cas, ils ne pourront pas percevoir les indemnités complémentaires aux IJSS compte tenu des conditions d'octroi et de calcul de celles-ci ([art. R. 422-10 du CASF](#), [art. L 1226-1 du code du travail](#)).

En revanche, l'évolution du formulaire d'arrêt de travail n'aura **aucune conséquence pour les fonctionnaires affiliés au régime spécial (CNRACL)** : selon les informations recueillies auprès de l'Assurance Maladie, seul le volet 1 est sécurisé, le volet 3 transmis à l'employeur conservant son format habituel. De même, l'interdiction des scans ou des photocopies n'a de portée que dans les relations avec la CPAM et ne concerne donc que les assurés du régime général. En cas de doute sur un avis d'arrêt de travail transmis par un fonctionnaire CNRACL, la collectivité peut **prendre contact avec le médecin prescripteur** pour en vérifier l'authenticité.